



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse
du 10 au 16 Mars 2018**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1	Gestion durable de zones côtières	3
	○ Mpikamban'ny COI: miara-miasa ho fiarovana ny morontsiraka	
1.2	Coopération Régionale	4
	○ Prévention, santé et coopération régionale	
	○ Pravind Jugnauth : « Miracle économique il y a eu et il y a »	
	○ Maurice – Madagascar : une relation complémentaire	
1.3	Énergie Renouvelable	9
	○ Le programme Coi-énergies compte initier les enfants sur le développement durable	
1.4	Pêche	10
	○ La petite pêche durable comme vecteur économique	

II. Centres d'intérêts

1.1	Biodiversité	11
	○ Faune et flore : 25% des espèces menacées d'extinction	
1.2	Coopération Régionale	12
	○ Didier Robert reçu par le Premier ministre mauricien Pravind Jugnauth	
	○ Maurice-Madagascar : Vers une première commission mixte	
	○ Comores-Maurice : signature d'un accord de coopération	
1.3	Énergie Renouvelable	16
	○ Les Seychelles soulignent les initiatives en matière d'énergie renouvelable lors d'une conférence sur l'énergie solaire en Inde	
1.4	Tourisme	18
	○ Statistiques : croissance de 3,1% des arrivées touristiques en janvier et février	

Mpikamban'ny COI: miara-miasa ho fiarovana ny morontsiraka



Nanao atrikasa tany Sainte Marie, ny 5 hatramin'ny 8 marsa teo, ireo mpandraharaha maro avy amin'ny tany mpikambana ao amin'ny **COI (Commission de l'océan Indien)**, niara-nidinika ny fitantanana maharitra ny morontsiraka na ny **GDZCOI (1)**. Mamatsy izany tetikasa izany ny Frantsay amin'ny alalan'ny FFEM (2).

Nozarain'ireo teknisianina amin'ny solontenan'ny mponina manamorona ireny morontsiraka ireny ny fomba tokony hoenti-miasa ho fiarovana maharitra ny morontsiraka. Nisy rahateo ny fifanakalozan-kevitra sy traikefa amin'izay asa efa fanao sy nahitam-pahombiazana.

Nambara avy amin'io tetikasa io ny maha tompon'antoka feno ireo mponina sy ny fiaraha-miasa eo amin'ny samy Nosy, manoloana ny fiovan'ny toetr'andro hitandrovana maharitra ny tontolo iainana eny amin'ny morontsiraka. 24 ny fifanakalozana hapetraka, izay misy olona 117 miandraikitra izany.

Anisan'ny fandaharanasa fantatra ny fiarovana ny sokatra an-dranomasina, ny ala honko, fampiroboroboana fizahantany any amin'ny fari-dranomasina, ny fanabeazana sy ny fanentanana ny rehetra ho fiarovana izany tontolo miavaka izany. Misy ny manana fomba fiasa tsara, toy ny any Nosy Maurice sy any La Réunion, izay efa manana foibe momba ny fikarohana sy fiarovana ny soka-dranomasina.

Mitondra ny traikefany manampy amin'ny tetikasa ny any Frantsa (Parc national de Port-Cros), nifanakalozana amin'ireo teknisianina avy any Seychelles sy any Maurice. Niaraha-nijery ny fanatsarana ny fitaovana fampiasa sy ny fomba fanaraha-maso ny tontolo an-dranomasina. 80 eo ho eo ny fomba fiasa hita mahomby ; ny antsasak'izany, efa voarafitra ho fampiasa haparitaka any amin'ireo tanàna morontsiraka. Anisan'ny atao ho lohany halain-tahaka amin'ireo asa ireo ny Nosy Sainte Marie.

R.Mathieu

Prévention, santé et coopération régionale



Une journée rythmée par la rencontre des acteurs de la prévention dans le domaine de la santé, avec un crochet par le numérique (photo LLY).

VISITE. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, est en visite à La Réunion. Une étape qui va le mener également à Maurice et à Madagascar. Seule l'île de Mayotte a été oubliée (lire ci-dessous). Une journée rythmée par la rencontre des acteurs de la prévention dans le domaine de la santé, avec un crochet par le numérique. Point commun à cette visite : la coopération régionale dans la zone océan Indien.

Dans la matinée, Jean-Baptiste Lemoyne s'est rendu à l'Agence française de développement (AFD). Après un rapide historique sur les missions de l'agence au sein de la zone, le secrétaire d'État a pu rencontrer l'ARS (Agence de Santé océan Indien) et le Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) dans le cadre du déploiement du **réseau SEGA One Health**. Un réseau créé à l'origine par la **Commission de l'océan Indien (COI)** et financé par l'AFD à la suite des différentes épidémies (chikungunya, peste, dengue...) qui se sont déclenchées dans le bassin. Il rassemble différents experts de la zone afin de partager sur les situations épidémiques de chaque pays.

“Nous sommes là pour surveiller, former et répondre aux besoins”, explique Eric Cardinale du Cirad. Si la peste les a occupés une bonne partie de 2017, la situation de la dengue à La Réunion est scrutée avec attention. “C'est une situation exceptionnelle qui ne s'était pas reproduite depuis la crise du chikungunya”, rappelle François Chieze de l'ARS. Aujourd'hui, le **réseau SEGA** entre dans sa troisième phase opérationnelle mais a besoin de

financement pour continuer à renforcer la sécurité sanitaire régionale et internationale. "L'enjeu majeur est la pérennité de cette unité de veille", prévient le directeur régional de l'AFD, Stéphane Foucault. Jean-Baptiste Lemoyne souligne l'importance de ce type de dispositif et assure faire remonter cette demande auprès des instances. "Il faut avoir la capacité à tirer la sonnette d'alarme dans une situation d'épidémie." Dans l'après-midi, le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a pu découvrir les installations du **PIROI (Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien)**.

Le Piroi cherche 10 millions d'euros

Cette structure installée à la Mare sur la commune de Sainte-Marie dispose d'un entrepôt de 200 tonnes de matériels. Un stock de contingence servant à anticiper et répondre aux catastrophes naturelles et sanitaires dans la zone. Cette plateforme est également soutenue dans ces actions par l'AFD à hauteur de 750 000 euros de son budget. Entre 2010 et 2017, elle a réalisé 51 interventions qui ont bénéficié à 1,6 million de personnes. À l'instar du **réseau SEGA**, elle participe également à la veille sanitaire dans toute l'océan Indien. Mais le PIROI a également besoin de financement.

10 millions d'euros sont nécessaires pour compléter son budget pour la période 2018-2020. Une partie doit servir à la création d'un **PIROI** Center dans la zone aéroportuaire. Un projet encore bloqué. La plateforme attend une réponse de la Région pour s'installer sur un terrain. À travers ce **PIROI** Center, il y a le souhait de développer le volet formation (techniques, sectorielles, gestion des risques, techniques innovantes...) à destination des professionnels, étudiants et entreprises à La Réunion "L'État accompagne le PIROI depuis plusieurs années à travers son réseau d'ambassades, mais également l'AFD (...). Nous avons besoin de leurs compétences dans ces zones de vulnérabilités. J'ai pris note de cet intérêt et je vais me décarcasser pour les accompagner au mieux", promet Jean-Baptiste Lemoyne. Un secrétaire d'État qui a beaucoup écouté pendant toute cette journée, mais surtout reçu des demandes de soutien financier de la part des acteurs réunionnais. Reste à savoir s'ils seront écoutés.



<http://www.linfo.re/la-reunion/politique/738825-le-secretaire-d-etat-jean-baptiste-lemoyne-a-la-reunion-demain>



<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/programme-du-secretaire-etat-jean-baptiste-lemoyne-reunion-567379.html>

11 Mars 2018

<https://www.lexpress.mu/article/327810/pravind-jugnauth-miracle-economique-il-y-eu-et-il-y>

Pravind Jugnauth : « Miracle économique il y a eu et il y a »



Le Premier ministre et le président indien sont intervenus lors du banquet d'État organisé au centre Swami Vivekananda.

« Sir Anerood Jugnauth a dit qu'il y a eu un miracle économique. Et je peux vous dire que miracle il y a. » Le Premier ministre, Pravind Jugnauth, intervenait, ce dimanche 11 mars, au banquet d'État organisé au centre Swami Vivekananda, en l'honneur du président de l'Inde, Shri Ram Nath Kovind. Ministres et le corps diplomatique étaient également de la partie, dont le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de France, Jean-Baptiste Lemoyne. Les prédictions étaient sombres pour l'avenir du pays lorsque nous avons accédé à l'indépendance en 1968, rappelle le chef du gouvernement. Pourtant, en 50 ans, s'enorgueillit-il, Maurice est parvenu à se hisser au rang des pays à revenu intermédiaire. Une progression qui n'aurait pas été possible sans la discipline et le dur labour de tous. Le Premier ministre souligne, dans la foulée, la contribution de nos partenaires économiques, dont la **Commission de l'océan Indien** et les pays francophones avec qui Maurice a tissé des liens. « L'Inde et la Chine nous ont également été d'une grande aide dans notre développement infrastructurel », affirme Pravind Jugnauth.

Développements infrastructurels à Agaléga

Maintenant, « l'heure est venue pour Maurice de se réinventer si nous voulons devenir un pays à revenu élevé », avance le chef du gouvernement. « Il nous faut adopter et nous adapter aux nouvelles technologies », entre autres, soutient-il. Maurice explore, par ailleurs, plusieurs avenues de coopérations avec divers pays, notamment concernant le changement climatique, la lutte contre la piraterie, etc.

Pravind Jugnauth a également eu une pensée spéciale pour « ses frères et sœurs chagossiens ». L'État mauricien, promet-il, poursuivra son combat pour récupérer la souveraineté des Chagos. De son côté, le président Shri Ram Nath Kovind a donné la garantie que l'Inde travaillera main dans la main avec Maurice. « Nous aiderons votre pays à mettre en œuvre des projets tels que le Metro Express ainsi que des développements infrastructurels à Agaléga. » L'invité d'honneur aux célébrations du 50^e anniversaire de l'indépendance d'ajouter que la coopération indo-mauricienne en matière de sécurité maritime et de lutte contre le terrorisme est « exemplaire ».

Maurice – Madagascar : une relation complémentaire

Dans le cadre de la célébration du 50e anniversaire de l'Indépendance de l'île Maurice, l'ambassade mauricienne à Madagascar a donné une réception, hier, au Carlton Anosy. Durant son discours, Datakarran Goburdhun, ambassadeur de Maurice, a annoncé que la relation bilatérale entre les deux pays est complémentaire.

« L'île Maurice dispose d'un climat propice pour les opérateurs économiques et Madagascar a surtout les ressources naturelles et humaines. Pour accroître davantage l'économie des deux pays, une zone économique spéciale sera mise en place bientôt », a-t-il souligné.

Sur ce, plusieurs points seront mis à jour. « Nous devons renforcer la sécurité des frontières, pour éviter tout trafic illicite entre les deux pays », a-t-il ajouté. Ainsi, en tant que président de la **Commission de l'océan Indien (COI)**, Datakarran Goburdhun a même décidé d'instaurer ce projet dans toutes les autres îles voisines de l'océan Indien. Sur ce, une conférence ministérielle sur la sécurité maritime de la région sud-ouest de l'océan Indien se déroulera les 28 et 29 avril.

Holy Danielle

Energies renouvelables Le programme Coi-énergies compte initier les enfants sur le développement durable

Le 5^{ème} comité de pilotage du programme **Coi-énergies** s'est déroulé le mardi 6 au mercredi 8 mars à Maurice en présence du Secrétaire général de la Coi, Hamada Madi. Une occasion pour dresser l'état d'avancement des projets mis en œuvre par cette organisation régionale et établir le plan d'actions des activités à venir. C'est dans ce sens que le Secrétaire général de la Coi a ouvert ce comité de pilotage en s'attardant sur les réalisations du projet depuis son lancement en 2014.

Il faisait référence aux seize projets de subvention sur l'efficacité énergétique ou la production d'énergies à partir de ressources d'énergies renouvelables qui ont marqué la cérémonie d'ouverture. Des projets qui ont démarré leurs activités en 2017, aux Comores, à Madagascar et à Maurice, y compris Rodrigues, pour un montant de 4,3 millions d'euros de subvention, représentent 13 millions d'euros d'investissements.

Selon la directrice des énergies renouvelables, Ahmed Karim Farida, la délégation comorienne a insisté sur l'importance de la formation et de la future plateforme de formation des métiers du solaire à Mwali et sur les

eco-school pour initier les enfants sur les bienfaits des énergies renouvelables. *"Les Comores ont présenté les outils de communication et de sensibilisation comme les affiches de la famille Hamadi, famille exemplaire pour ses bons gestes pour une meilleure efficacité énergétique et environnementale. On a parlé également de l'importance des audits énergétiques des bâtiments publics pour améliorer le bien-être des bénéficiaires ainsi que la facture énergétique"*, a fait savoir la directrice comorienne des énergies renouvelables.

Réseau des Eco-Schools

Il a été longuement discuté au cours de ce comité de pilotage du rôle primordial des jeunes dans la transition énergétique voulue pour l'Indianoocéanie. Pour cela, le réseau des Eco-Schools a été identifié comme un moyen de toucher les jeunes et les enfants.

Au cours de ce comité, l'annonce de l'organisation du premier Forum régional des énergies durables a marqué également un tournant dans le cadre du programme, en termes de création et d'animation de réseaux sectoriels dans l'océan Indien. Ainsi, plus de 150



professionnels des énergies se retrouveront pour échanger pendant trois jours, du 28 au 30 mai prochain à Maurice.

Les participants ont par ailleurs parlé de la validation de la stratégie régionale de promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique qui figurent aussi parmi les résultats probants du programme.

"Les journées des énergies ont ainsi été organisées aux Comores du 2 au 4 mars dernier, dans une logique de sensibilisation de la population, et sous le leadership du gouvernement de l'Union des Comores", ont fait sa-

voir les participants au 5^{ème} comité. Toutefois, la question de l'après projet a été bien entendu abordée au cours de ce comité de pilotage au point que l'Union européenne a souligné la volonté de l'équipe du programme à faire en sorte que les Etats s'approprient les activités et qu'ils s'investissent pour en assurer la continuité, notamment dans le cadre des appels à projets financés par le programme Coi-Energies et actuellement en cours de mise en œuvre.

Rassemblés par
Nazir Nazi

15 Mars 2018

<https://www.lexpress.mu/article/328056/petite-peche-durable-comme-vecteur-economique>

La petite pêche durable comme vecteur économique



Continuer à mettre l'accent sur la pêche durable dans la région sud-ouest de l'océan Indien. C'est l'objectif du programme Smart Fish de la Commission de l'océan Indien. Dans le cadre de ce programme financé par l'Union européenne, deux jours de forum ont été

organisés à Bambous pour la Smartfish Trade and Development Forum 4.

Avec l'aide d'experts internationaux de la pêche et de la Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO), les représentants des pays de la région et de Maurice ont pu partager leur expérience concernant la pêche à petite échelle et artisanale, les produits dérivés et les produits finis de la pêche.

« Nous avons le même objectif et le même élan pour la pêche durable et intelligente. Le monde change et nous devons être compétitifs, lance le ministre de la Pêche, Prem Koonjoo. Augmenter nos capacités à faire de l'argent et de la valeur ajoutée de la pêche est une bonne chose pour les pêcheurs qui en bénéficieront ».

Une exposition des capacités des pays bordant l'océan Indien et participant au programme sera aussi ouverte au public ce samedi au Domain Izi de Bambous.

Xavier Maugueret

Faune et flore : 25% des espèces menacées d'extinction



Un nouveau rapport international de WWF intitulé « *La vie sauvage dans un monde en réchauffement* », publié hier, rapporte les effets néfastes du changement climatique sur la faune et la flore de 35 régions prioritaires pour la conservation de la biodiversité, dont Madagascar. Ces régions renferment les écosystèmes les plus exceptionnels au monde,

abritant une biodiversité irremplaçable mais hautement menacée. Les résultats des projections des scientifiques sur la Grande île sont alarmants. Le rapport note que « *même si nous limitons l'augmentation de la température de la Terre à 2°C, objectif des pays signataires de l'accord de Paris, la situation climatique sera insoutenable pour 25% des espèces de Madagascar* ». Dans le même registre, avec une augmentation de température à 2°C et une capacité de dispersion adéquate, 14% des espèces d'oiseaux et 7% des espèces de mammifères seront en danger d'extinction dans les années 2080. Pour les plantes, amphibiens et reptiles, le risque d'extinction est plus élevé.

Les lémuriens, grandes victimes

Ce rapport inclut également les résultats d'une étude menée en 2015, montrant que la population de 57 espèces de lémuriens diminuera de 60% si la température de la planète augmente entre 2°C à 4°C. Dans tel cas, trois zones ont été identifiées comme des refuges climatiques pour les lémuriens : la péninsule du Masoala, la rivière Mangoky et une zone dans le Nord-ouest du pays, incluant Ankarafantsika. Pour WWF, l'avenir de Madagascar et de ses espèces est entre les mains de toute la population. Aussi, l'organisation invite chacun à rejoindre ses efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à travers la préservation des espaces verts, la participation aux événements d'envergure internationale, comme « *Une Heure pour la Terre* ». Cette célébration annuelle se déroulera le 24 mars.

Arh.

Didier Robert reçu par le Premier ministre mauricien Pravind Jugnauth

Lors de son déplacement officiel pour la célébration du cinquantenaire de l'indépendance de l'île Maurice, le président de la Région Didier Robert a été reçu par le Premier Ministre, Pravind Jugnauth. Voici le communiqué rendant compte de leur échange :



À l'occasion de son déplacement officiel pour la célébration du cinquantenaire de l'indépendance de l'île Maurice, Didier Robert, Président de la Région Réunion a été reçu par le Premier Ministre Pravind Jugnauth. Un entretien avec la partie française représentée par le Secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Lemoyne,

l'ambassadeur de France à Maurice, Emmanuel Cohet et le Président de la Région Réunion Didier Robert.

Le Président de la Région Réunion a été officiellement invité à représenter La Réunion par le Premier Ministre à l'occasion de cet événement historique pour toute la population de l'île soeur. La présence de la France, de La Réunion pour célébrer cet anniversaire de l'indépendance de Maurice revêt un caractère tout particulier et atteste des relations privilégiées qui existent entre notre pays et l'île Maurice. Les autorités militaires françaises ont aussi participé au défilé de la cérémonie officielle au Champ de mars.

Le Président Didier Robert a affirmé sa fierté de représenter La Réunion et les Réunionnais pour cet événement historique, un événement en présence du Président Indien Ram Nath Kovind, invité d'honneur du cinquantenaire de l'indépendance de Maurice. Les autres pays de l'Océan Indien étaient également représentés à cette occasion. Lors de l'entretien officiel avec le premier Ministre, Didier Robert a tenu à saluer une fois encore les liens d'amitiés qui lient les deux îles. Il a tenu à rappeler aussi les projets concrets

portés par les opérateurs des deux îles au profit du développement de la zone océan indien, au profit des populations.

Parmi les sujets abordés lors cet entretien, il a été question du tourisme, du programme européen Interreg V OI et de la tenue prochaine de la Commission Mixte Réunion/Maurice à Saint-Denis, le 3 mai prochain. "Il y a de nombreux marqueurs de la réussite de nos collaborations, de nos échanges depuis ces dernières années à l'exemple du tourisme, du chantier du nouveau câble sous-marin qui va très vite être engagé, du développement durable... Il y a par ailleurs de nombreux éléments porteurs d'espoir pour l'avenir avec des sujets comme l'économie circulaire ou encore l'économie bleue", a précisé le Président de la Région.

L'île Maurice, les Seychelles, La Réunion ont particulièrement oeuvrés pour la création des « îles vanille » en 2010 pour dynamiser le secteur du tourisme. Près de 8 ans après, les résultats sont bien au rendez-vous et le nombre de touristes a augmenté sensiblement, notamment avec le développement des croisières. C'est le fruit d'un travail collectif qu'il faut poursuivre et toujours améliorer ont convenu le Premier Ministre et le Président de la Région. Le chiffre encourageant de plus 550 000 visiteurs présents en 2017 à La Réunion conforte la stratégie régionale et celle des îles vanille dans le cadre de la diversification des marchés.

Autre sujet majeur évoqué lors de cet entretien : le programme européen piloté par la Région, autorité de gestion des fonds Interreg V OI. Il y a à ce stade une quinzaine de projets qui ont été retenus pour l'île Maurice, ce qui correspond à un engagement des financements européens de l'ordre de 16 millions d'euros.

A ce titre, la mise en place d'une antenne économique de la région en 2015 participe fortement à la mise en oeuvre et au suivi des projets concrets entre les acteurs économiques réunionnais et les mauriciens. Enfin le président a rappelé le prochain rendez-vous important pour les deux îles. Il s'agit de la tenue de la Commission Mixte Réunion Maurice qui se tiendra les 2 et 3 mai prochain à La Réunion. L'opportunité de donner une nouvelle impulsion autour de différents problématiques.

Parmi les principaux sujets à l'ordre du jour de cette séance : l'économie circulaire et la gestion des déchets, le marché africain, la création d'une agence régionale sur le climat et la biodiversité entre les îles de l'Océan Indien.

N.P

Maurice-Madagascar : Vers une première commission mixte



L'ambassadeur mauricien Datakarran Goburdhun prononçant son discours.

Double évènement pour l'île Maurice, cette année-ci. En effet, l'île sœur va célébrer le 50^e anniversaire de son indépendance et le 26^e anniversaire de son accession au statut de République. Pour ces deux faits marquants, une cérémonie s'est tenue, hier à l'hôtel Carlton. Lors de son intervention, l'ambassadeur de Maurice à Madagascar Datakarran Goburdhun a fait savoir qu'une conférence internationale sur la sécurité maritime dans la région Sud-ouest

de l'Océan Indien se tiendra les 28 et 29 avril 2018, à l'île Maurice. À propos des accords bilatéraux, « je me réjouis que le projet de loi pour la mise en place de la Zone Économique Spéciale (ZES) à Madagascar ait été révisé par le conseil de gouvernement. Ce projet s'inscrit dans la volonté commune d'avancer le développement de nos deux pays et notre volonté de continuer les discussions portant sur la ZES à Madagascar ». Et d'enchaîner que « c'est important que la première réunion de la commission mixte Maurice-Madagascar ait lieu dans les plus brefs délais afin que les deux pays prennent acte de l'état des relations bilatérales et établissent une feuille de route pour favoriser de nouvelles opportunités de coopération afin de donner une nouvelle impulsion aux échanges bilatéraux entre les deux pays ».

Coopération. L'ambassadeur estime, par ailleurs, que la coopération entre les îles est très importante dans le contexte mondial actuel, à savoir le trafic de drogue, les crimes transnationaux, le blanchiment d'argent, le piratage et la pêche illégale. « Nous devons donc conjuguer nos efforts pour trouver des solutions communes à ces maux de la société », a-t-il soutenu. Notons que cette cérémonie a vu la présence des chefs d'Institution tels que les présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale, de la HCC ainsi du président de la CENI.

Dominique R.

Comores-Maurice : signature d'un accord de coopération



La compagnie aérienne nationale, Air Mauritius annonce pour cette année, un vol direct vers l'Union des Comores à partir du 6 juillet 2018. Dans ce contexte, un protocole d'accord de coopération a été signé par le vice-président de l'Union des Comores, Djaffar Ahmed Said Hassani, et le Arjoon Suddoo, le Chairman et

Somas Appavou, CEO d'Air Mauritius en vue de renforcer davantage la connectivité aérienne entre les deux pays.

L'objectif c'est une collaboration afin d'explorer et exploiter des possibilités commerciales d'intérêts mutuels. Cette annonce a été faite lors d'une visite de courtoisie entre le vice-président des Comores et le chef du gouvernement. Djaffar Ahmed Said Hassani a également évoqué l'approfondissement des relations bilatérales existantes entre les deux pays par le biais de la commission mise en place depuis plus d'un an pour des coopérations dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la justice entre autres. De plus, il a exprimé son intérêt pour le renforcement et le développement des liens économiques entre les deux pays.

Les Seychelles soulignent les initiatives en matière d'énergie renouvelable lors d'une conférence sur l'énergie solaire en Inde



En marge de la conférence de fondation, le président Faure a rencontré le Premier ministre Modi. (State House)

Le président Danny Faure a souligné la stratégie des Seychelles pour atteindre les objectifs en matière d'énergie renouvelable lors de la conférence des fondateurs de l'**International Solar Alliance** (ISA) à New Delhi, en Inde, dimanche. S'adressant à la session plénière, M. Faure a indiqué que les Seychelles planifiaient la sécurité énergétique en atteignant un objectif de 25%

d'énergie renouvelable en 2030 et en mettant en œuvre une stratégie d'énergie renouvelable à 100% d'ici 2050.

M. Faure a indiqué que cette stratégie permettrait aux Seychelles de répondre à leurs besoins énergétiques, de réduire leurs émissions de carbone, d'atténuer les effets néfastes du changement climatique et de fournir de l'énergie à la population à des prix abordables. Le président a été invité à prendre la parole devant la séance plénière à laquelle ont participé 22 chefs d'État et de gouvernement et environ 500 délégués, les Seychelles ayant le statut de membre fondateur de l'Alliance. L'archipel de l'océan Indien occidental a atteint ce statut en étant parmi les 15 premiers pays à avoir ratifié l'accord ISA à la Conférence des Parties (**COP21**) à Paris en 2015.

M. Faure a souligné deux initiatives déjà lancées aux Seychelles, la première visant à installer 10 000 réverbères à LED dans les îles principales d'ici 2020 dans le cadre des programmes « Smart Energy ». Dans le programme, les lieux publics, les écoles publiques, les centres de santé et les maisons de retraite utiliseront des panneaux solaires photovoltaïques et d'autres accessoires afin de répondre à leurs besoins énergétiques.

Le deuxième programme « Smart Energy in Homes and Businesses » porte sur la mise en place de deux fermes solaires sur l'île artificielle de Romainville.

L'**International Solar Alliance** est une organisation intergouvernementale qui vise à mobiliser 1 000 milliards de dollars en fonds pour la production, le stockage et la technologie solaires à travers le monde. L'organisation fondée sur les traités lancée par le Premier ministre indien Narendra Modi en 2015 vise à promouvoir l'énergie solaire dans 121 pays. La conférence de fondation était coprésidée par le président français, M. Emmanuel Macron, et le premier ministre indien, Narendra Modi.

En marge de la conférence de fondation, M. Faure a rencontré M. Modi et l'a félicité pour le succès de la Conférence ainsi que pour le rôle donné aux Seychelles en tant que membre fondateur de l'Alliance. Il a également réitéré la gratitude des Seychelles envers l'aide fournie par l'Inde à travers des subventions et des lignes de crédit, affirmant que cela a un impact très positif sur de nombreux secteurs au cœur du développement du pays.

Le président Faure et M. Modi ont également passé en revue la coopération entre l'Inde et les Seychelles, en particulier dans les domaines du développement des ressources humaines, du commerce et de la sécurité maritime.

13 Mars 2018

<https://www.lexpress.mu/article/327888/statistiques-croissance-31-arrivees-touristiques-en-janvier-et-fevrier>

Statistiques : croissance de 3,1% des arrivées touristiques en janvier et février



Maurice a accueilli 236 574 touristes entre janvier et février de cette année. Ce qui représente une hausse de 3,1% par rapport à la même période en 2017. Cette embellie survient après une régression de 2,7% des arrivées en janvier de cette année. Les arrivées par avion se chiffrent à 225 938 alors que celles par bateaux s'élèvent à 10 636, pour les deux premiers mois de l'année, soit des hausses respectives de 1,7 % et 46 % comparées à la même période en 2017.

En ce qu'il s'agit de nos principaux marchés émetteurs, comme la France, l'Allemagne, l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni, ceux-ci gardent une progression constante avec des arrivées de l'ordre de 58,769, 22 470, 13 272 et 19 012 respectivement. En revanche, au niveau des marchés émergents, le marché chinois continue de reculer, passant de 16 677 arrivées entre janvier et février 2017 à 13 921 arrivées pour la période correspondante de cette année.